

Normandie

## Crous à Rouen : « Justifier l'injustifiable »

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | vendredi 15 décembre 2017

402 mots

La décision du Premier ministre de localiser le Crous régional à Rouen fait réagir le maire de Caen et la députée de Caen.

**« Je prends acte aujourd'hui de la décision du Premier ministre, note Joël Bruneau dans un communiqué. Cette décision (*Ouest-France* d'hier) est en totale contradiction avec les premiers arbitrages de sa ministre de l'Enseignement supérieur. »**

Le maire LR de Caen estime : **« Elle n'est que l'illustration de la volonté d'Édouard Philippe de compenser l'installation définitive du rectorat régional à Caen. Un choix rendu public il y a quelques jours. »**

**Et de rappeler : « Dans cette Normandie réunifiée, il a toujours été acté qu'un partage des missions de l'État devait s'opérer pour qu'aucun territoire ne se sente lésé au bénéfice d'un autre. [...] Je serai toutefois attentif, avec l'ensemble de mes collègues élus de la Normandie occidentale, à ce que l'indispensable service que le Crous propose aux étudiants soit maintenu à Caen. »**

Laurence Dumont, députée PS, rapporte que mercredi soir, à l'Assemblée nationale, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, **« a tenté de justifier l'injustifiable en évoquant « l'expérimentation » sur la Normandie en termes de gestion des deux Académies par un seul recteur et la nécessité d'un rééquilibrage entre les territoires avec le maintien du rectorat à Caen et l'implantation du Crous Normandie à Rouen. »**

Laurence Dumont, qui a interpellé la ministre sur cette question, pointe : **« Le Premier ministre sait que cette expérimentation a été présentée aux syndicats, à Paris, dès le 31 août, par le ministère de l'Éducation, plus de trois mois avant l'annonce par sa ministre de l'Enseignement supérieur de l'implantation du Crous Normandie à Caen ! »** Et de dénoncer : **« L'invocation, bien tardive, de « l'expérimentation » ressemble vraiment à un prétexte. »** Laurent Dumont en appelle aux élus et aux citoyens **« pour faire revenir à la raison le Premier ministre ».**